



et les

autres ?



LE JOURNAL DE LA FONDATION ABBÉ PIERRE #96



Reconstruire
un logement,
reconstruire
une vie



FONDATION
Abbé Pierre

Juillet 2017 | 1 €



08. **Reconstruire un logement,
reconstruire une vie**



15. **À Grande-Synthe,
l'État ne permet pas
la réinstallation de tentes**

Sommaire

04. La Fondation **agit**
Pas de quartiers sans la voix des habitants !

08. La Fondation **analyse**
**Reconstruire un logement,
reconstruire une vie**

Brice Teinturier : « *Des citoyens veulent s'impliquer dans des projets locaux et concrets.* »

15. La Fondation **réagit**
**À Grande-Synthe, l'État ne permet pas
la réinstallation de tentes**

16. La Fondation **observe**
Logement d'abord : optimisme prudent

18. **Avec** la Fondation
Henkel France, CIC, ICF Habitat...

20. La Fondation **se souvient**
Il était une fois...
La confiance de l'abbé Pierre à Laurent Desmard, président de la Fondation

« et les autres ? » est édité par la **Fondation Abbé Pierre** pour le Logement des défavorisés :

3-5, rue de Romainville - 75019 Paris - Tél. : 01 55 56 37 00 - www.fondation-abbe-pierre.fr

ISSN : n° 1245-3420. Publication trimestrielle Commission paritaire n° 0518 H89713. Abonnement annuel :

4 €, prix au numéro : 1 € / **Service Donateurs : 01 55 56 37 25** / **Président** : Laurent Desmard /

Directeur de la publication : Christophe Robert / **Directeur de la rédaction** : Jean-Pierre Gilles /

Rédacteur en chef : Yves Colin / **Secrétaire de rédaction** : Delphine Picard /

Journalistes : Delphine Picard, Aurélia Jakmakejian / **Maquette** : Tiens Donc ! / **Impression** : Orient express,

6, rue Bezout 75014 - Paris / **Routage** : France Routage - 2, av. Gutenberg 77600 Bussy-St-Georges /

Ce numéro comporte un encart sur une partie de la diffusion. © Couverture : Yann Rabanier / Ici Barbès



16

Logement d'abord :
optimisme prudent



Portrait

Laurent Desmard, né à Soisy-sur-Seine, âgé de 65 ans, a été l'ancien secrétaire particulier de l'abbé Pierre jusqu'à son décès. Il fut responsable de la communauté de Bougival pendant près de 10 ans, après avoir été responsable-adjoint de la communauté de Metz, aux côtés de Raymond Étienne, ancien président de la Fondation.

C'est à 24 ans qu'il rejoint le mouvement Emmaüs avant de créer Emmaüs France avec l'abbé Pierre et Raymond Étienne, puis la Fondation Abbé Pierre et Emmaüs International, entre les années 1986 et 1992.

Édito

UNE CHAÎNE D'AMITIÉ ET D'ENGAGEMENTS

Si les années passent depuis que notre fondateur nous a quittés, c'est toujours la même volonté qui anime le conseil d'administration de la Fondation : transmettre le message de fraternité et d'humanité de l'abbé Pierre et continuer son combat pour faire entendre les sans-voix.

À l'origine, l'abbé Pierre avait passé le relais à Raymond Étienne, alors responsable de la communauté de Peltre et Président d'Emmaüs France. C'est ainsi que Raymond est devenu le Président de la Fondation. Aujourd'hui, tout en restant au conseil d'administration en tant que membre fondateur, il a pensé qu'il était important de passer le relais à son tour.

Et qui d'autre choisir, en tant que Président, que son ami de longue date, Laurent Desmard ?

Laurent qui a commencé sa carrière de responsable de communauté chez... Raymond Étienne. Puis après un beau parcours aux côtés des compagnons, qui a eu des responsabilités à Emmaüs International avant de devenir le secrétaire de l'abbé Pierre.

Sous le regard bienveillant de Raymond Étienne, il est certain que la Fondation présidée maintenant par Laurent va continuer à œuvrer pour « une solidarité citoyenne ».

Autour de lui, pour l'accompagner dans sa tâche, une équipe qui a partagé les combats de l'abbé Pierre contre le mal-logement et l'exclusion, une équipe qui refuse la fatalité et qui veut un monde tout simplement plus humain. ■

Jean-Pierre Gilles

Membre du Conseil d'administration

L'éducation contre la violence



À Toulouse, le quartier des Izards est gangréné par la criminalité et des trafics en tous genres. Les habitants sont particulièrement démunis face à tant de violence. Alors, pour recréer du lien social et échanger, l'association « Izards Attitude » mène de multiples actions culturelles, solidaires et éducatives afin d'améliorer le cadre de vie des habitants, les poussant à réinvestir l'espace public. Grâce à son programme de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire, l'association agit auprès des enfants dès leur plus jeune âge, pour impliquer les parents et les communautés éducatives; elle favorise l'ouverture d'esprit et réduit, ainsi, le sentiment d'exclusion. La Fondation Abbé Pierre soutient « Izards Attitude » en octroyant une aide de 22 000 euros permettant l'embauche d'un salarié et la location d'un espace.



L'union fait la force

L'association « La Cloche » est une initiative citoyenne qui associe commerçants et particuliers pour aider les personnes les plus exclues dans leur quartier. Boire un verre d'eau, recharger un portable, aller aux toilettes... les commerçants s'engagent à ouvrir leur porte grâce à ce pictogramme collé sur leur vitrine. Le particulier s'implique de son côté en participant aux événements et en consommant solidaire

(un plat acheté chez un commerçant adhérent, un plat offert pour une personne en difficulté) ou encore en devenant bénévole.

En un an, « Le Carillon » a rassemblé 400 commerçants solidaires dans Paris et 120 bénévoles actifs. Nantes et Lille ont également rejoint ce réseau de solidarité. La Fondation soutient financièrement cette initiative citoyenne à hauteur de 30 000 euros. ■

Cohabitation solidaire en Bretagne

On reproche souvent aux jeunes de ne pas se préoccuper de leurs aînés. L'association « La Maison en Ville » de Rennes prouve chaque jour le contraire, en proposant une solution d'hébergement à moindre coût, voire gratuite, pour les étudiants d'Ille-et-Vilaine. Plus qu'une simple cohabitation entre jeunes et seniors, le programme de logement solidaire intergénérationnel veut apporter de la

convivialité et propose trois formules d'accueil allant du logement gratuit en échange d'une présence plus ou moins importante et de petits services, à un loyer solidaire de maximum 150 euros par mois contre une présence fraternelle. La Fondation Abbé Pierre soutient « Maison en Ville » à hauteur de 10 000 euros pour mener une campagne de sensibilisation et poursuivre son développement. ■



Construire des maisons antisismiques au Népal

Le 25 avril 2015, un violent séisme faisait trembler le Népal, tuant 9 000 personnes et détruisant 700 000 habitations. Deux ans plus tard, le pays compte encore des milliers de personnes vivant dans des abris de fortune. La reconstruction de logements s'impose désormais comme une urgence humanitaire. C'est pourquoi la Fondation Abbé Pierre soutient à hauteur de 8000 euros le projet

de l'association « Au Népal, Un Village, Une Amitié en marche » pour bâtir 6 maisons antisismiques destinées à 39 sinistrés du village de Basa Rapcha, dans l'est du pays. Le projet vise non seulement à construire des maisons mais aussi à enseigner aux villageois les techniques constructives parasismiques. Une maison a été construite en janvier 2017. Cinq autres seront à réaliser à l'automne 2017. ■

« On est complice »

Défendre la solidarité, la citoyenneté et le logement, Nawal Badaoui le fait depuis près de 20 ans à Roubaix, sa ville natale. « C'est ma ville d'engagement et c'est ici que je m'implique aujourd'hui pour la Fondation. » Tour à tour directrice d'une association d'insertion et d'éducation populaire puis chargée de mission dans une fédération régionale, Nawal poursuit le même objectif : « Veiller à la façon dont on traite les plus fragiles ». En 6 mois de bénévolat à l'Agence de la Fondation dans les Hauts de France, elle a sillonné les quartiers populaires du Pas-de-Calais et du Nord pour mieux comprendre les besoins de ceux qui y vivent. « Il y a d'énormes différences entre les 2 départements et il faut qu'elles soient prises en compte. J'apprécie de travailler avec les salariés et les autres bénévoles car il y a une complicité qui nourrit vraiment la réflexion. » ■



Bilan #OAQ

Après 6 mois d'existence, le mouvement citoyen « OnAttendQuoi? » lancé par la Fondation pour faire du logement une priorité politique jusqu'aux échéances électorales des présidentielle et législatives, a permis de sensibiliser un large public. Colloque, débats, exposition, présentation des éclairages régionaux sur le mal-logement en France, forum, marche solidaire... plus de 4500 personnes ont assisté partout en France aux manifestations de la Fondation et signé le Rappel vu plus de 2,5 millions de fois, sur sa plateforme. À l'heure du bilan, la Fondation compte poursuivre sa pression sur les pouvoirs publics afin que les conditions d'hébergement et de logement des plus fragiles restent au cœur du débat politique.



Abbé Road : une 4^e saison

Alors que les festivals battent leur plein, la 4^e tournée Abbé Road poursuit sa route : après Garorock, les Francofolies et les Eurockéennes en juillet, les salariés et bénévoles de la Fondation seront présents à Reggae Sun Ska et Rock en Seine en août, avant la fête de l'Humanité en septembre. Sans oublier le rendez-vous de clôture de la saison, le 17 octobre 2017, à La Cigale pour le concert Abbé Road où elle donnera carte blanche à un célèbre chanteur.

Lulu grandit !

« Lulu dans ma rue » est une conciergerie de quartier solidaire : besoin d'un coup de main dans votre quotidien ? Les compétences et talents des « Lulus » se mettent au service des habitants au cœur de Paris.

Fixer une tringle à rideaux, découvrir l'informatique... ces services de proximité ont d'ores et déjà gagné le cœur de milliers de Parisiens et plus de 25 000 services ont été rendus depuis avril 2015. Cette initiative citoyenne permet de créer du lien et de sortir les « Lulus » de l'isolement et de l'inactivité. « Remettre de l'humain dans le quotidien du quartier, agir pour une société meilleure... cela peut commencer ici et maintenant, en bas de chez soi, en créant de l'activité à l'échelle locale », confirme Charles-Edouard Vincent, fondateur de l'association.

Une réponse collective

La Boutique Solidarité de Saint-Joseph, gérée par l'association Emmaüs Grand Sud, est située sur une des communes rurales les plus pauvres de l'île de La Réunion. Le nombre de personnes n'ayant pas ou plus de logement y a augmenté de 26 % depuis 2015 et la fréquentation de la Boutique a augmenté de 74 % en un an. Pour répondre plus efficacement aux demandes et mutualiser également les services qu'elle propose (services de base mais aussi accompagnement vers et dans le logement et accès à la santé...) et grâce à l'aide de la Fondation, Emmaüs Grand Sud s'est associée aux Boutiques Solidarité de Saint-Denis et Saint-Pierre et participe ainsi à un projet de diagnostic commun des besoins des personnes en grande précarité dans l'île. Un Contrat prévisionnel d'objectifs et de moyens pourrait être signé avec l'État.



Grande-Synthe : Dix mois qui ont changé le regard et le vivre-ensemble

Financée notamment par la Fondation, l'implantation de l'association « Bibliothèques Sans Frontières » au sein du camp a permis le développement d'activités culturelles, créatives et pédagogiques jusqu'à l'incendie survenu en avril. Ouvert tous les après-midis, il a permis à des dizaines d'enfants et d'adultes de partager des moments culturels et festifs et de favoriser le vivre-ensemble avec la population locale grâce à

l'organisation d'événements à l'extérieur du camp, en partenariat avec la ville de Grande-Synthe, la Maison de Quartier, l'université populaire de la ville et la Médiathèque. Ateliers créatifs, sessions d'information, sorties musicales, reportages photos... quelques unes des activités de promotion des personnes migrantes au sein du centre psychosocial « Butterfly House » ouvert dans le camp dès juin 2016. ■

Sécuriser les squats de Marseille

Être contraint de trouver un squat pour dormir n'est pas un privilège. Souvent considérés comme refuges, les squats sont des hébergements de fortune à visée temporaire. Afin de prévenir les risques matériels et sanitaires, l'association marseillaise « Justice et Union pour la transformation sociale » a créé deux postes de régisseurs sociaux pour sécuriser

les lieux de ces abris précaires et bien souvent insalubres dans la cité phocéenne. La Fondation soutient ce projet débuté en mars 2017 en apportant une aide de 15 000 euros avec pour objectif d'améliorer les conditions de vie, de renforcer les liens existants avec les acteurs et accompagnants locaux, de créer un dialogue avec les décideurs politiques. ■



Événement

« Grâce à la Fondation, nous avons une liberté de parole et d'action »

« Pas de quartiers sans la voix des habitants ! »
Tel était le mot d'ordre de la journée de débats et de réflexion construite et organisée par la Fondation, le jeudi 18 mai dernier, à Paris.

« J'étais parquée dans mon quartier, seule »

L'émotion, parfois la colère, ont rythmé la journée au Forum des images. Venues de toute la France, des hommes et des femmes, à la tête d'associations de toutes tailles, ont témoigné avec courage de leur quotidien. Un quotidien qui prend trop souvent la forme d'un combat pour être entendus et sortir de l'invisibilité. Briser les murs de l'indifférence, libérer la parole des habitants pour favoriser des « déclics » et éviter l'enfermement et le déclin des quartiers. Des histoires de vie ont raconté la violence et la pauvreté, mais aussi la solidarité, l'humour et l'humanité.

« C'est un climat de quartier qui manque »

Les quartiers populaires concentrent aujourd'hui 3 fois plus de personnes sous le seuil de pauvreté, le chômage y touche 26,7 % de la population. **Alors comment faire société ensemble ? Comment faire valoir cette réalité ?** Chaque initiative portée par des bénévoles crée un lien social que les différents plans de rénovation urbaines et les politiques de la Ville n'ont bien souvent su ni préserver ni développer : « *Nous nous battons pour être entendus et pour éclairer les pouvoirs publics* » a-t-on souvent entendu dans la salle.

« Notre richesse, c'est notre diversité »

Donner à voir ce qui se passe dans les quartiers avec les habitants ; valoriser les actions, comprendre comment les initiatives rendent acteurs les « sans-voix ». En agissant aux côtés des habitants, les associations favorisent le vivre-ensemble et permettent aux personnes de recouvrer l'estime de soi. En plus de dix ans, la Fondation a soutenu 533 projets dans les quartiers populaires. Avec ce réseau associatif vivant et militant, elle participe à un vaste mouvement citoyen qui redonne dignité et espoir aux plus fragiles et aux plus exclus. ■



Environ 300 000 personnes vivaient dans quelque 200 000 logements privés de confort de base (sans wc ni une salle d'eau). Insee 2013

341600 logements font moins de 9 m²

384 355 ont une installation électrique dégradée ; un million une toiture vétuste, 160 000 n'ont pas d'isolation thermique.

Privées de logement personnel (sans domicile, à l'hôtel, en habitation de fortune...), vivant dans des conditions de logement très difficiles (dont la privation de confort), au total, 4 millions de personnes sont mal logées.

Fondation Abbé Pierre 2017

Comment construire sa vie sans toit ? Quand la menace de l'expulsion est quotidienne ? Quand le logement rend malade ? Aujourd'hui, 4 millions de personnes sont mal logées ; accéder à un logement digne et s'y maintenir ne vont plus du tout de soi. Alors la société se mobilise.

Reconstruire un logement,

RECONSTRUIRE UNE VIE

Depuis la décennie 2000, la crise du logement s'est accentuée. Des milliers de personnes travaillent et tentent de survivre dans des logements exigus, insalubres. Une personne à la rue sur 4 travaille. Des familles sont trébuchées d'un hôtel meublé à l'autre. *« Les transports, les cafards, tous les repas dehors, je n'oublierai jamais. On a vécu 6 mois en ne pensant qu'à ça : avoir un toit le soir. »* Enceinte, Houda et son mari, n'ont pas oublié ces nuits d'inquiétude sans aucune perspective. *« On avait été expulsé du studio que j'avais à Belleville, dans le 20^e arr. de Paris, en 2012, car le propriétaire le vendait. Puis, on est tombé sur un escroc qui nous a loué un appartement déjà occupé. Entre le loyer et la caution, on a perdu 1 800 euros en une journée, toutes nos économies. Après, ça a été la galère pendant 6 mois, avec nos 2 enfants. À l'hôtel, on ne pouvait rien faire, même pas chercher du travail ou inscrire les enfants à l'école. Il faut être stable pour faire quelque chose de sa vie. »* Aujourd'hui, le couple trentenaire vit depuis

deux ans dans un appartement de 79 m², avec ses 3 enfants, âgés de 3, 5 et 8 ans. Le salon lumineux est meublé sobrement. Dans la chambre des enfants, deux lits colorés et des jouets sur le parquet. Au fond du couloir, la cuisine et la salle de bains où le couple a fait quelques travaux. *« Quand on a visité, on nous a demandé si ça nous plaisait... bien sûr que ça nous plaisait, on n'y croyait même pas ! »* Se sentir enfin à l'abri, pouvoir emmener ses enfants à l'école du quartier et aller au travail comme tout le monde... Quelques mois dans le logement d'insertion ont permis à la famille de trouver sa place dans le quartier et au père de renouer avec la vie active grâce à l'aide de Espace solidarité habitat (ESH) et de Solidarités nouvelles pour le logement (SNL).

Devenir habitant

« On s'est senti directement en confiance quand on les a rencontrés. Surtout, on nous a expliqué nos droits et montré comment faire. »



■ On n'y connaissait rien. Grâce à l'ESH, on a été reconnu prioritaire Dalo et on a rencontré la SNL Paris. Avec l'association, on a d'abord attendu plusieurs mois et un jour, on nous a dit qu'il y avait un logement pour nous», explique Reda, qui sourit fièrement en évoquant la signature du contrat de location et la remise des clés. « Nous avons près de 200 logements répartis presque partout dans la capitale afin de favoriser l'insertion de nos locataires. Ils restent en moyenne 3-4 ans dans nos logements. Chacun d'eux est suivi par un binôme salarié/bénévole pour s'approprier le logement et reconstruire sa vie. Le bénévole habite toujours le quartier, d'abord pour tisser des liens de bon voisinage, mais aussi pour casser les idées reçues sur le mal-logement auprès de la population. L'insertion doit être la plus complète possible, c'est une volonté très ancrée chez nous », note Stéphanie Morel, administratrice SNL Paris et bénévole depuis 2008.

Au fil des mois, des liens se créent, chaque démarche est humanisée, y compris le versement du loyer. « Depuis 2 ans, ça n'a jamais été un problème de venir tous les mois pour le

⇒ Reda, debout chez lui avec sa femme, fête le renouvellement de son bail avec l'équipe de SNL.



« Nous avons près de 200 logements répartis presque partout dans la capitale afin de favoriser l'insertion de nos locataires. Ils restent en moyenne 3-4 ans dans nos logements. »

Stéphanie Morel, administratrice SNL Paris





© Christophe Hargoues

loyer. C'est la première marche pour envisager l'avenir et c'est aussi l'occasion d'une discussion plus large sur la vie au quotidien», précise Valentine Toloton, bénévole et avocate, qui accompagne le couple depuis son installation. «Je les aide dans leurs démarches et propose des sorties pour les enfants auxquelles ils peuvent participer. Ce que j'apprécie à SNL, c'est que chaque locataire est membre de l'association, il la fait vivre, tout comme moi ; c'est important. Il y a une vraie dynamique.» Petit à petit, Valentine a noté que le couple prenait de l'assurance et s'investissait de plus en plus. «Elle fait presque partie de la famille», note Houda qui vient de confier à Valentine son désir de devenir éducatrice pour jeunes enfants. À la mi-mai, l'assistante sociale salariée de l'association a accompagné Valentine pour signer le renouvellement de bail. 6 mois renouvelables, car la demande de logement social devrait avoir abouti d'ici là. Chaque année, 30 à 40 locataires de la SNL sont relogés, en grande majorité dans le parc public. Reda est prêt, même s'il est un peu angoissé. «On nous a bien aidés pour nous préparer. Maintenant, il faut saisir notre chance», avoue-t-il.

Co-construire en milieu rural

Le camion-fromagerie a disparu en 2013. Des bâtiments agricoles totalement neufs ont pris le relais sur l'exploitation saône-et-loirienne de 49 hectares du Gaec de la ferme

→ Le logement, première marche vers la réinsertion...



«Je les aide dans leurs démarches et propose des sorties pour les enfants auxquelles ils peuvent participer. Ce que j'apprécie à SNL, c'est que chaque locataire est membre de l'association, il la fait vivre, tout comme moi ; c'est important.»

Valentine Toloton, bénévole et avocate

du Jointout. L'activité de maraîchage de Thomas Trueblood complète le troupeau d'une centaine de chèvres et de brebis d'Adèle, sa femme, et de Yan Lagoue. «On a eu une chance formidable», annonce tout de suite Adèle. «Thomas et moi voulions produire du bio et nous étions aussi très sensibles à la co-construction. Des idées plutôt rares en 2000 dans le milieu agricole!» Grâce au réseau associatif «Terre de Liens», ils rencontrent Gabriel, 67 ans, qui cherche de jeunes repreneurs pour sa ferme. Depuis 2003, l'association nationale met en relation des porteurs de projets agricoles et des propriétaires fonciers qui veulent vendre, le tout dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. ■■■



➔ Thomas écoute l'administrateur de « Terre de Liens » lors de la visite du chantier, chez lui, en présence de Wilfried.

■ « Nous achetons en général les terres agricoles grâce à notre Foncière et apportons notre expertise au montage du projet. Les futurs exploitants doivent respecter la biodiversité sur leur exploitation et signent avec nous un bail rural et environnemental, c'est le cas des terres et de la maison d'habitation du Jointout », précise Louis Bignand, administrateur pour la région Bourgogne. Aujourd'hui, l'exploitation a trouvé son rythme de croisière; Adèle et Thomas peuvent enfin accorder un peu de temps à la maison jusqu'ici délaissée. Une rénovation qui leur tient à cœur et totalement intégrée à leur projet de vie. « Nous voulions là



« Nous achetons en général les terres agricoles grâce à notre Foncière et apportons notre expertise au montage du projet. Les futurs exploitants doivent respecter la biodiversité sur leur exploitation et signent avec nous un bail rural et environnemental... »

Louis Bignand, administrateur « Terre de Liens », région Bourgogne

aussi respecter l'environnement et utiliser au maximum des matériaux naturels et participer le plus possible aux travaux », note Adèle qui s'est rapprochée il y a 6 mois, de Wilfried Bedel, membre du « Queirau », une association locale de formation sur la restauration du bâti: « Les normes sont respectées, bien sûr, mais dès qu'on le peut, on retourne aux pratiques et aux matériaux anciens. C'est le cadre de vie et l'habitant qui priment sur le reste. » Aux côtés des artisans, le couple s'est d'abord attelé aux travaux de première nécessité pour isoler la maison et améliorer le confort. « Au début, je ne me sentais pas capable de faire toute seule, j'appelais souvent pour avoir un conseil, pour être rassurée », avoue Adèle. « Nous avons trouvé comment organiser la maison, cela va changer notre qualité de vie. Et celle des autres aussi, car nous pourrions bien mieux recevoir nos amis », ajoute Thomas. Après l'isolation de tout le grenier en tiges de chanvre cet hiver, le chantier a pris un autre virage au printemps. « Ils sont très impliqués; l'intérêt de ces chantiers participatifs est vraiment réel car il faut rendre les choses faisables. On avance et on trouve des solutions ensemble », souligne Wilfried. « Notre objectif, c'est vraiment d'autonomiser l'habitant pour qu'il reprenne la main sur son habitat ». Une démarche que soutient « Terres de Liens »: « Qu'il s'agisse d'alimentation ou de logement, nous cherchons en fait à créer un réseau d'entrepreneurs responsables et de citoyens engagés à l'échelon local », conclut Louis Bignand. Partir de l'habitat pour « faire ensemble » et « faire société », une démarche qui constitue aujourd'hui un véritable enjeu économique et social. ■

La parole à Brice Teinturier

« Des citoyens veulent s'impliquer dans des projets locaux et concrets »

Brice Teinturier, politologue, est directeur général délégué de l'institut de sondages Ipsos, depuis 2010.

Y a-t-il un engagement plus fort de la société civile aujourd'hui sur les questions politiques, sociales et économiques?

Il y a une prise de distance extrêmement forte des Français vis-à-vis de la politique telle qu'elle est pratiquée depuis une décennie et plus encore, vis-à-vis du personnel politique. C'est ce que j'ai appelé dans un livre la PRAF-attitude, PRAF pour « Plus-Rien-A-Faire ». Ce désengagement, marqué par le dégoût ou l'indifférence, s'est notamment forgé dans le double quinquennat de N. Sarkozy et de F. Hollande, avec le sentiment que les responsables politiques ne parvenaient pas à obtenir de résultats, qu'ils étaient par ailleurs coupés de la société civile et protégés, contrairement aux Français, des aléas et brutalités de la vie. Enfin, qu'ils bloquaient la mise en œuvre de solutions que les citoyens étaient capables d'imaginer et d'activer. Si vous y ajoutez le sentiment d'un effondrement de la morale publique et des clivages politiques perçus comme de plus en plus artificiels, vous aboutissez plutôt à un gigantesque désengagement à l'égard de la politique. Mais attention : cela ne veut pas dire que les Français se détournent des questions politiques, économiques et sociales mais de la façon dont elles ont été traitées ces dernières années. Une part importante de nos concitoyens



« L'engagement repose d'abord sur une émotion et une conviction : qu'il y a dans la société des situations intolérables et qu'elles peuvent et doivent changer. »

souhaitent davantage de démocratie participative et ce tout au long du mandat d'un élu. D'autres veulent s'impliquer directement dans des projets locaux et concrets. D'autres enfin sont dans le désintérêt et/ou la délégation.

D'après vous, sur quoi repose-t-il?

Quand il existe, l'engagement repose d'abord sur une émotion et une conviction : qu'il y a dans la société des situations intolérables et qu'elles peuvent et doivent changer. Les questions politiques, sociales et économiques supposent d'avoir un point de

vue sur le monde, un idéal, que l'on sorte de sa petite individualité. Il n'est pas toujours explicitement exprimé mais il est systématiquement présent. Et puis, il y a aussi, souvent, un sentiment d'urgence, l'idée qu'il faut agir vite et que les politiques ne peuvent pas tout faire.

S'oriente-t-on vers une société plus solidaire et plus militante?

Je n'en suis hélas pas sûr car il y a aussi beaucoup d'individualisme à l'œuvre. Mais a minima, il y a et il y aura toujours des soldats de la générosité et de la solidarité! ■



**Le don, simple
comme un SMS**

La Fondation s'adapte à son époque et vous propose désormais d'effectuer des dons ponctuels de 2 euros, 5 euros ou 10 euros en envoyant tout simplement un SMS ! Pas besoin de connaître l'adresse postale de la Fondation ni son numéro de téléphone. Il vous suffit d'envoyer **DON2, DON5 ou DON10 par SMS au numéro 92054** (en référence à la date de l'appel de l'abbé Pierre).
Votre don apparaîtra directement sur la facture de votre opérateur mobile qui le reversera à la Fondation. Ce service est disponible uniquement en France métropolitaine, pour les clients des opérateurs Bouygues, Orange et SFR.

**La Fondation
au Congrès des Notaires**

Les notaires participent. Ils accompagnent les citoyens dans leurs parcours de vie, les conseillent sur le choix d'un logement et de leur transmission, se chargent des testaments et héritages. C'est pourquoi la Fondation Abbé Pierre sera, comme chaque année, présente au 113^e Congrès des Notaires, à Lille du 17 au 20 septembre, pour sensibiliser les professionnels à ses actions. Les notaires y rencontrent nos équipes sur le stand 110 pour échanger notamment sur les modalités des legs et des donations à la Fondation et pour soutenir les personnes mal logées en achetant notamment des objets à son logo.

**Pratique et souple,
le Prélèvement Automatique
(PA)**

Les combats de la Fondation Abbé Pierre sont importants pour vous ? Sachez que vous pouvez donner à la Fondation Abbé Pierre en optant pour le prélèvement automatique. Vous choisissez un montant qui sera prélevé chaque mois. Simple et pratique, le prélèvement automatique est modifiable et ajustable à tous moments et renforce les ressources de la Fondation pour ses actions auprès des personnes mal logées. Pour augmenter, diminuer, stopper les prélèvements ou les reprendre, il suffit de nous contacter. Vous aussi, adoptez le prélèvement automatique pour aider chaque mois les personnes mal logées en remplissant le bulletin PA sur : **fondation-abbé-pierre.fr** ou sur **don.fondationabbepierre.org**



E96JBSABO

Bon de soutien et d'abonnement

A renvoyer à Fondation Abbé Pierre. 3-5, rue de Romainville, BP 300, 75921 Paris cedex 19

Oui, je décide de m'abonner au journal trimestriel de la Fondation Abbé Pierre : « et les autres? ». 4 € pour 4 numéros par an. Pour connaître ses actions, ses enjeux et ses résultats.

Oui, je soutiens la Fondation Abbé Pierre par un don de : €

M^{me} M^{lle} M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

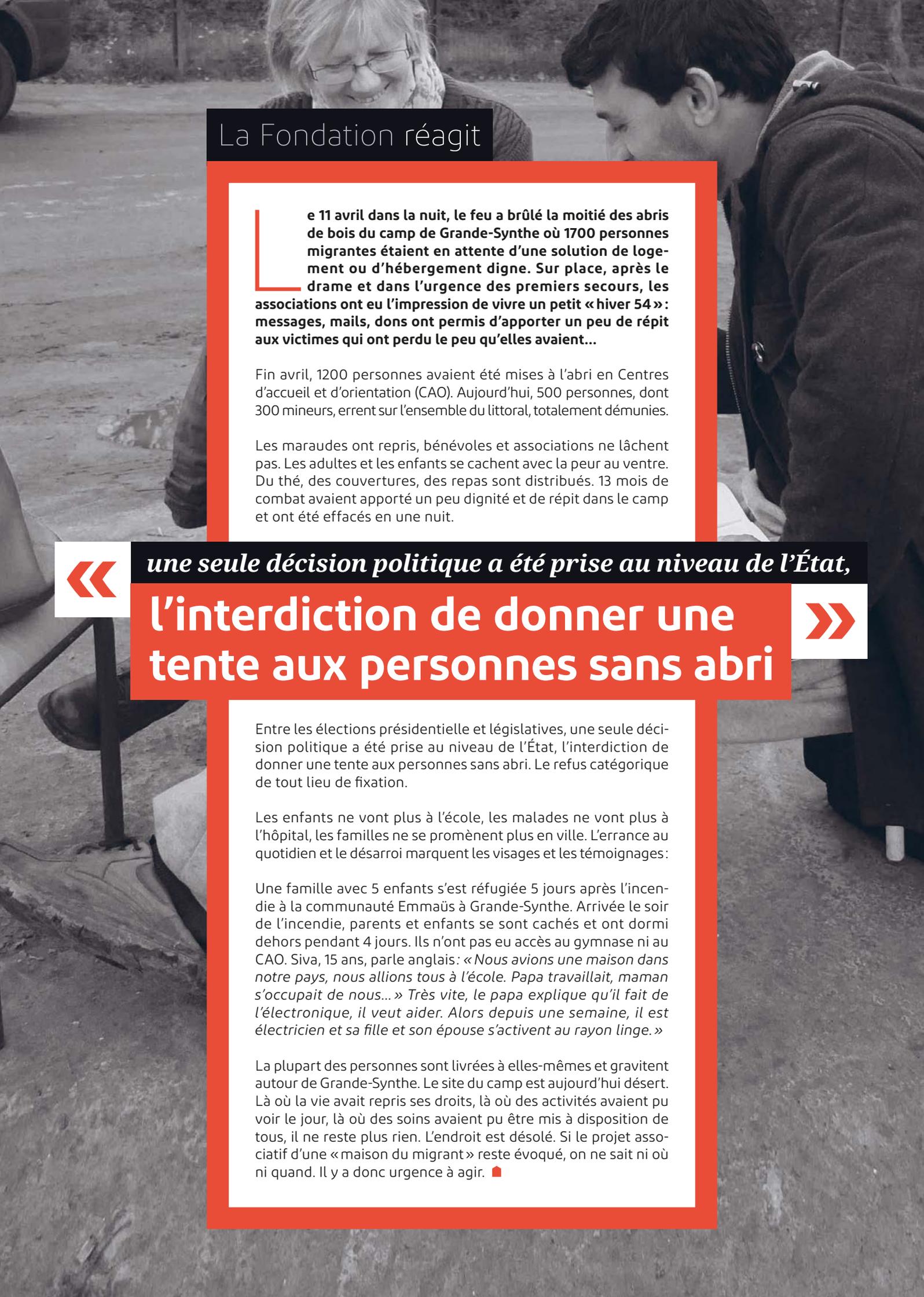
Ville : Code postal :

J'accepte de recevoir des informations à mon adresse e-mail :

..... @

Règlement : chèque bancaire chèque postal
libellé à l'ordre de la Fondation Abbé Pierre

Vos coordonnées sont utiles pour la gestion de votre don et de votre reçu fiscal. Conformément à la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978, vous disposez, en vous adressant au siège de la Fondation, d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez recevoir des courriers d'autres associations ou organismes partenaires, sauf si vous vous y opposez en cochant cette case :



La Fondation réagit

Le 11 avril dans la nuit, le feu a brûlé la moitié des abris de bois du camp de Grande-Synthe où 1700 personnes migrantes étaient en attente d'une solution de logement ou d'hébergement digne. Sur place, après le drame et dans l'urgence des premiers secours, les associations ont eu l'impression de vivre un petit « hiver 54 » : messages, mails, dons ont permis d'apporter un peu de répit aux victimes qui ont perdu le peu qu'elles avaient...

Fin avril, 1200 personnes avaient été mises à l'abri en Centres d'accueil et d'orientation (CAO). Aujourd'hui, 500 personnes, dont 300 mineurs, errent sur l'ensemble du littoral, totalement démunies.

Les maraudes ont repris, bénévoles et associations ne lâchent pas. Les adultes et les enfants se cachent avec la peur au ventre. Du thé, des couvertures, des repas sont distribués. 13 mois de combat avaient apporté un peu de dignité et de répit dans le camp et ont été effacés en une nuit.



une seule décision politique a été prise au niveau de l'État,

l'interdiction de donner une tente aux personnes sans abri



Entre les élections présidentielle et législatives, une seule décision politique a été prise au niveau de l'État, l'interdiction de donner une tente aux personnes sans abri. Le refus catégorique de tout lieu de fixation.

Les enfants ne vont plus à l'école, les malades ne vont plus à l'hôpital, les familles ne se promènent plus en ville. L'errance au quotidien et le désarroi marquent les visages et les témoignages :

Une famille avec 5 enfants s'est réfugiée 5 jours après l'incendie à la communauté Emmaüs à Grande-Synthe. Arrivée le soir de l'incendie, parents et enfants se sont cachés et ont dormi dehors pendant 4 jours. Ils n'ont pas eu accès au gymnase ni au CAO. Siva, 15 ans, parle anglais : « *Nous avons une maison dans notre pays, nous allions tous à l'école. Papa travaillait, maman s'occupait de nous...* » Très vite, le papa explique qu'il fait de l'électronique, il veut aider. Alors depuis une semaine, il est électricien et sa fille et son épouse s'activent au rayon linge. »

La plupart des personnes sont livrées à elles-mêmes et gravitent autour de Grande-Synthe. Le site du camp est aujourd'hui désert. Là où la vie avait repris ses droits, là où des activités avaient pu voir le jour, là où des soins avaient pu être mis à disposition de tous, il ne reste plus rien. L'endroit est désolé. Si le projet associatif d'une « maison du migrant » reste évoqué, on ne sait ni où ni quand. Il y a donc urgence à agir. 🏠

SRU : Plus de 1200 communes récalcitrantes.

Au printemps 2016, 1218 communes n'ont pas respecté leurs obligations légales de production de logements sociaux, sur 1981 communes de plus de 3500 habitants concernées par la loi.

Un projet de loi sur la mobilité et le logement ?

Le Gouvernement dit vouloir créer un « choc de logement » dans les zones tendues... Si ce texte voit le jour, la Fondation fera des propositions et suivra de très près le débat. Le projet devrait être présenté à la session exceptionnelle du Parlement de septembre.

Le Rapport en régions

8 éclairages régionaux sur l'État du mal-logement en France ont été présentés un peu partout en France entre février et avril derniers, dans le cadre des semaines dédiées au mouvement citoyen « #OnAttendQuoi ? » organisées par les Agences régionales de la Fondation. Partenaires, collectivités locales, élus, citoyens, donateurs... des milliers de personnes y ont assisté et ont pu ainsi soutenir cette campagne inédite qui s'est poursuivie jusqu'aux élections législatives.



Logement d'abord : optimisme prudent

Le ministre de la Cohésion des territoires, Richard Ferrand, a rencontré les associations le 6 juin dernier et a confirmé qu'un « plan quinquennal pour le logement d'abord » serait lancé. Un engagement pris par Emmanuel Macron, alors candidat d'En Marche à l'occasion de la présentation du 22^e rapport de la Fondation Abbé Pierre, le 31 janvier 2017, à Paris. Les 15 associations saluent la volonté politique du gouvernement « d'embrayer » dès le début du quinquennat sur une logique de « logement d'abord », mais restent vigilantes : quel sera l'objectif en

termes de nombre de logements, quel budget sera alloué à ce plan ?

Des rencontres bilatérales doivent se poursuivre cet été et le plan devrait être finalisé début 2018. Le ministre s'entretient cet été avec les différentes parties prenantes, pour préciser les contours du plan. Les associations ont notamment exprimé le souhait que des éléments supplémentaires, comme la lutte contre l'habitat indigne, la prévention des expulsions locatives, ou encore l'accueil des migrants et l'accueil inconditionnel des personnes sans domicile figurent explicitement dans ce plan. ■



Du logement social à deux pas de Vincennes

9 logements très sociaux sont en cours de construction dans une propriété composée d'une maison principale et d'une maison annexe à Fontenay-sous-Bois réhabilitée par l'association SNL Paris. Du T1 au T4, les logements financés en partie par le programme « Toits d'Abord » de la Fondation, accueilleront des locataires en difficulté. Chaque locataire

sera accompagné par deux bénévoles de SNL. Un lien social qui s'ajoute à l'accompagnement professionnel réalisé également par l'association ; il permet aux nouveaux habitants de s'intégrer peu à peu dans un quartier qui compte très peu de logements accessibles. Vincennes, situé à quelques mètres, compte moins de 10 % de logements sociaux. ■

Point de vue

« Il faut être à l'écoute des habitants »

Patrick Bemasconi a été nommé membre du Conseil Économique Social et Environnemental (Cese) en 2010. Élu en 2015, il en est le président jusqu'en 2020.



Quelles sont les recommandations du Cese à l'égard du logement ?

La problématique du logement revient systématiquement dans les travaux du Cese car l'un de nos axes stratégiques est la cohésion sociale... or, on ne peut pas se pencher sur les évolutions actuelles de notre société sans penser au logement. Dans notre rapport sur l'État de la France paru fin mai, nous soulignons que si le nombre de logements, leur qualité et leur surface ont globalement augmenté, il reste beaucoup d'inégalités et de souffrance dans les territoires. Pour les réduire, il faut que l'État réaffirme son rôle de stratège dans la politique du logement et qu'une meilleure gouvernance, en accord avec les attentes des citoyens, soit mise en place dans les territoires.

Quels outils mettre en place ?

Le Cese, dans un autre rapport (« Comment mieux répondre aux besoins en logements dans les territoires ? »), recommande d'expérimenter. Nous

avons fait au Gouvernement des propositions pour favoriser une rencontre plus efficace de l'offre et de la demande sur le terrain. En 5 ans, il est possible, selon nous, d'aboutir à des territoires « 100 % bien logés ». Il



« En 5 ans, il est possible, selon nous, d'aboutir à des territoires 100 % bien logés »

faut accélérer les politiques publiques en faveur du logement en réunissant tous les acteurs locaux et en créant une base de données à partir de toutes leurs informations. Il faut mettre autour de la table conseils départementaux, villes, EPCI, ainsi que les habitants, bien sûr ! Des outils peuvent fonctionner rapidement, notamment la création de Maisons de l'habitant dans lesquelles on trouverait des

informations nationales et des outils concernant le logement. Il faut rendre les habitants acteurs et mieux les associer aux décisions prises. Aujourd'hui, le citoyen participe de plus en plus à la vie publique, cela doit être le cas aussi pour le logement !

La Fondation a également lancé un plan national « Sans-Domicile : objectif 0 » sur 5 ans pour les villes moyennes, qu'en pensez-vous ?

Nous soutenons ce plan, la grande pauvreté est au cœur de nos réflexions et nous rendrons prochainement un avis là-dessus. Notre plan et celui de la Fondation vont dans le même sens : il faut que nous fassions face aux grandes mutations de notre société et que nous veillions à la cohésion sociale. Cette année, notre rapport s'intitule « Réconcilier la France », je trouve que c'est un beau titre qui doit nous faire imaginer la société de demain sans le mal-être et le pessimisme qui la caractérisent aujourd'hui. ■



Musiciens solidaires

À Rennes, 6 artistes bénévoles de l'association « Les amis de l'orgue » ont remis la totalité des dons recueillis lors du concert à la Fondation, soit un chèque de 930 euros, pour ses actions en faveur du logement. « C'est la première fois que nous le faisons, nos concerts sont gratuits, avec une participation volontaire du public. »

ICF HABITAT

Filiale logement de la SNCF, et 6^e opérateur du logement en France, ICF Habitat mobilise ses salariés à travers une opération de numérisation de l'ensemble de ses dossiers locataires. Chaque dossier numérisé en 2017 fera l'objet d'un don de 10 centimes d'euros au profit de la Fondation, pour atteindre un montant de 8 000 à 10 000 euros fin 2017.

Henkel France

Pour les 60 ans de la marque Rubson (produits d'étanchéité et traitement de l'humidité), le groupe Henkel France met en place une opération au profit de la Fondation jusqu'au 31 décembre 2017.

Les clients des 500 magasins de bricolage et grandes surfaces participants auront ainsi la possibilité de se faire rembourser sous certaines conditions 60 % du montant de leurs achats Rubson et, sur ce remboursement, choisir d'en reverser tout ou partie à la Fondation.

En parallèle, Henkel France propose à ses 1 200 salariés de faire don des centimes de leur salaire net pour



soutenir les actions de la Fondation. L'entreprise abondera du même montant pour participer au financement d'une Pension de famille à Lodève (34). 🏠

La Commune immobilier

Cette nouvelle agence immobilière indépendante, qui cible le marché immobilier de l'est parisien, s'est engagée à verser pendant 3 ans un pourcentage de son chiffre d'affaires annuel à la Fondation Abbé Pierre pour participer à l'effort collectif de solidarité. « Nous voulons à travers ce geste soutenir l'action essentielle dans la lutte pour donner un toit à ceux qui n'en n'ont pas » a confié Guillaume Poitoux, associé de l'agence immobilière qui a fait un premier don de 3 000 euros. 🏠



CIC

Partenaire de la Fondation depuis 2010, le CIC propose une carte de paiement et un livret d'épargne solidaires « Pour les autres » au profit de plusieurs associations. Les titulaires de cette carte de paiement peuvent décider de reverser à la Fondation un montant fixe de leur choix à chaque acte d'achat. Les titulaires du livret d'épargne peuvent choisir de reverser tout ou partie des intérêts à la Fondation. « Les valeurs d'action et de pragmatisme du CIC n'ont de

sens que si elles sont au service de l'homme et si elles savent prendre en compte tous les aspects liés à l'évolution de notre société. Voilà pourquoi nous proposons à nos clients d'accompagner et de soutenir la Fondation Abbé Pierre dans son action quotidienne » confirme Hervé Frioud Chatrieux, responsable du marché des associations du CIC.

Depuis 2010, plus de 58 969 € ont été reversés par le CIC au profit d'actions pour les personnes mal logées. 🏠

**Il a laissé un héritage inestimable,
faites comme lui.**

**LEGS, DONATIONS, ASSURANCES-VIE.
PERPÉTUEZ AU-DELÀ DE VOTRE EXISTENCE
LE COMBAT DE L'ABBÉ PIERRE.**

Poursuivez son action auprès des plus pauvres en léguant tout ou une partie de votre patrimoine, en faisant une donation ou en souscrivant une assurance-vie en faveur de la Fondation Abbé Pierre, reconnue d'utilité publique. Recevez une brochure gratuite ou prenez rendez-vous en appelant au 01 55 56 37 27. Plus d'informations sur fondation-abbe-pierre.fr/legs

**fondation-abbe-pierre.fr/legs
Aidez-nous à agir !**



**DEMANDE D'INFORMATIONS LEGS,
DONATIONS ET ASSURANCES-VIE**

Coupon à compléter, à détacher
et à envoyer sous enveloppe timbrée à :

**FONDATION ABBÉ PIERRE
Jean-Marie Vieux
3-5 rue de Romainville 75019 Paris.**

OUI, je souhaite recevoir gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure
d'informations "Legs, donations et assurances-vie" de la Fondation Abbé Pierre.

Mme Mlle M. Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

OUI, je souhaite être contacté(e) par téléphone au numéro suivant :

Pendant la journée, de préférence entre heures et heures. *juillet 2017 N° 96*



© seblGodefroy

Il était une fois...

La confiance de l'abbé Pierre à Laurent Desmard, président de la Fondation



Je me souviens très bien de notre échange, c'était en novembre 2006. D'abord parce qu'il s'agissait d'un des derniers, mais aussi parce qu'il a pris tout son sens pour moi dans les mois qui ont suivi.

En 1954, un couple vivait dans les bois, près de la communauté, à Neuilly Plaisance. Il avait un fils et la femme était enceinte. L'Abbé est allé les rencontrer et les a installés dans la maison. Peu après, la femme s'est retrouvée seule et l'abbé Pierre a toujours eu un œil sur elle et ses enfants, particulièrement la fille qu'il a toujours soutenue. Une fois mariée, elle a eu elle-même une fille, Marlène, qui est devenue avocate.

En décembre 2006, Marlène est venue voir l'abbé Pierre et lui a confié qu'elle allait quitter son mari. L'abbé Pierre a été attristé. Comme je le sentais désemparé, je lui ai proposé d'emmener avec lui en vacances la mère et ses deux enfants. Il avait en effet prévu de

prendre une semaine à la montagne. Il a tout de suite été enchanté par cette proposition et je me suis chargé d'organiser leur voyage.

Quand tout a été prêt, nous étions l'un en face de l'autre et il m'a dit avec ferveur : *« Laurent, te rends-tu compte de la chance qu'on a de pouvoir aider les autres ? »*

Cette phrase m'a fait réfléchir : pour moi, en effet, jusque-là, aider était plutôt synonyme de devoir, d'obligation morale. Et peu à peu j'ai compris ce qu'il voulait dire : À quoi sert la force, si ce n'est à servir les autres ? C'est cela qui lui donne sens !

Quelques jours après, l'abbé Pierre nous quittait... Aujourd'hui, en tant que nouveau Président de la Fondation, je veux dire à tous ses donateurs, bénévoles et salariés que nous avons la chance de porter tous ensemble ce message d'espoir de l'abbé Pierre : aider ceux qui ont moins de force que nous. » ■

➔ **Laurent Desmard et l'abbé Pierre, le 16 février 2005, au siège de la Fondation à Paris.**



« Laurent, te rends-tu compte de la chance qu'on a de pouvoir aider les autres ? »